



## Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientations – CASO 93

>> **Population** : personnes exclues des soins, en précarité, migrants

>> **Ville** : St Denis (93), France

Mission Banlieue  
8-10 rue des blés- 93210 St Denis  
Tel : 01.55.93.19.36  
Fax : 01.55.93.19.30  
Contact :

Date : 15.05.2017

**Fiche de liaison pour l'hôpital : DELAFONTAINE – St Denis**

Nom : ██████████ Prénom : ██████████  
Date de naissance : ██████████  
Nationalité : Côte d'Ivoire  
Tél. : ██████████

**Couverture médicale :**

Aide Médicale Etat demandée le .... /...../.....  
Par :  Médecins du Monde - Mission Banlieue  
 Directement à la CPAM de.....  
 Autre organisme.....

Sans couverture médicale, droits possible à partir du 15.08.2017  
 Titulaire de l'Aide Médicale Etat depuis le .... /..... /.....  
 Autres.....

**Situation sociale :**

Madame ████████ est arrivée en France il y a un mois ; elle est en situation irrégulière et vit à la rue avec sa fille de 3 ans.

Elle a contacté le 115 mais n'a pour le moment pas pu être hébergée et dort à la gare de St Denis.

Enceinte de 7 mois, elle n'a eu aucun suivi de grossesse jusqu'à aujourd'hui.

Elle n'a pas de document d'identité et aucune ressource (pas de connaissance en France).

Merci de la recevoir pour permettre le suivi de sa grossesse.

Le travail d'**orientation** vers les structures de santé du territoire fait la particularité des actions de MdM, qui joue un rôle de passerelle vers le droit commun. Mais **la complexité des situations rencontrées et la faiblesse des capacités d'accueil du territoire**, tant au niveau des soins que des droits, met à mal cette mission essentielle.

Sur le département de la Seine-Saint-Denis, l'offre en PASS est très insuffisante : une seule PASS généraliste ouverte tous les jours, et saturée. La file active du CASO dépasse de très loin celle des consultations PASS en médecine générale sur tout le département. Le 115 est débordé : des dizaines de famille restent à la rue chaque soir, sans aucune solution. Des squats se créent, où se retrouvent mineurs isolés à la rue, et adultes. Les bénévoles ne savent plus où orienter pour l'aide alimentaire, les distributions se font rares. De manière générale, l'offre de soins et d'aide sociale est très faible par rapport aux besoins, et très inférieure à celle de Paris. La détresse des situations individuelles complexifie l'accès et le maintien dans le parcours de soins.

Le **partenariat** avec les hôpitaux, centres de santé, PMI, centres de dépistage et de prévention, est crucial pour rendre possibles les orientations vers ces structures. Accompagner plutôt que s'affronter pour porter le plaidoyer d'un accès réel aux soins pour tous.

### L'équipe se questionne :

Etre militant, est-ce :

→ Soigner coûte que coûte les plus en précarité

- En les protégeant des difficultés d'accès aux droits communs, se substituant par là à ses missions sans inciter à une amélioration des dispositifs ;
- Mais garantissant une action adaptée aux personnes exclues des soins, améliorant ainsi immédiatement leur santé ?

→ Solliciter au maximum les missions du droit commun en matière d'accès aux soins et aux droits, en soulignant les insuffisances et en accompagnant le changement, quitte à retarder l'accès effectif aux soins des personnes les plus précaires ? Mais en Seine-Saint-Denis, où la population générale se confronte au désert médical en zone urbaine, comment renvoyer systématiquement sur un droit commun sinistré ?

**Le CASO de St Denis est-il condamné à combler éternellement l'insuffisance des structures de santé du département le plus pauvre de France ? N'est-il pas temps d'annoncer aux autorités de santé que le CASO aura une fin ?**